

Bertelsmann en cure, Messier en "thérapie"

C'est la dette qui est au cœur des préoccupations des dirigeants de Vivendi et de Bertelsmann cette semaine tandis que J2M tente une contre-offensive médiatique grâce à... Paris-Match.

G R O U P E S
Chez Bertelsmann, Gunter Thielen a envoyé le 23 août un mél aux 80 000 salariés du groupe pour leur exposer sa doctrine et surtout ses premières mesures. Prenant le contre-pied de son prédécesseur, Thomas Middelhoff, débarqué fin juillet (lire *LH* de la semaine dernière), il veut renouer avec la tradition décentralisatrice du groupe : « Une grande part du succès de Bertelsmann réside dans notre organisation décentralisée. Mes collègues du Directoire et moi-même planifions de renforcer cette structure pour garantir à nos filiales un maximum de créativité et d'autonomie dans les décisions. » Un changement de cap managérial qui devrait rassurer les équipes qui, sous Middelhoff (1998/2002), ont été le plus souvent mises devant le fait accompli de ses choix.

Thielen annonce quelques mesures qui soldent l'ère Middelhoff et entraîneront des suppressions d'emplois au siège, comme la fermeture de BeCapital, l'entité de fusions-acquisitions, qui marque la fin des emplettes et des start-up, ou encore la dissolution du « conseil exécutif corporate » et du « bureau de la présidence », instances sur lesquelles Middelhoff s'appuyait dans une logique très centralisatrice. Thielen : « Ces réductions de personnel sont des décisions difficiles que je regrette. Mais la décentralisation implique de donner davantage de responsabilités aux filiales. »

L'ère du flou. Mais Bertelsmann est entré dans l'ère du flou. Pour preuve, ses dirigeants de branches, comme chez Vivendi, doivent désormais constamment rassurer leurs interlocuteurs. Ainsi Jean-Charles de

Keyser, patron des radios, a-t-il dû réaffirmer que RTL, acquise à 90 % l'an dernier, « reste un actif stratégique » de Bertelsmann. Mais une question reste entière : le groupe allemand en-tame-t-il une phase de repli sur ses bases et se désintéresse-t-il du dossier VUP ?

Chez Vivendi, justement, tandis que les salariés commencent à sérieusement grogner, le nouveau P-DG, Jean-René Fourtou, continue à ferrailler avec les banques créancières qui l'ont pourtant appelé à la rescousse.

Les salariés tout d'abord. La CFDT, dans une lettre ouverte à Fourtou, a dénoncé « la mise au point d'un programme occulte de cessions » dont la presse se fait l'écho depuis des semaines sans jamais avoir été sérieusement démentie. Elle réclame « une nouvelle stratégie industrielle, seule capable d'impliquer les salariés » et, surtout, elle aborde un sujet sensible : la ruine des salariés-actionnaires (l'action, qui a coté jusqu'à 150 euros, est tombée à 10 euros) « spoliés par la légèreté et l'irresponsabilité des dirigeants du groupe ». La CFDT brandit même la menace judiciaire, se posant en défenseur de « l'épargne des salariés par tous les moyens, y compris juridiques (...) Nous entendons vous contraindre par tous les moyens légaux à informer les salariés et leurs instances représentatives sur l'avenir à court et moyen termes du groupe VU ».

Mais Jean-René Fourtou a plus urgent que les salariés : les banques. Les sept banques créancières (1) veulent des garanties avant de débloquer un prêt de 2 milliards d'euros (15 milliards de francs). Les chefs de file, BNP-Paribas et Société générale, s'activent pour garantir l'emprunt sur les

actifs de VU, ce qui leur permettrait de se refaire en les revendant en cas d'échec de Fourtou et de descente aux enfers du groupe. Le durcissement des banques, on peut même parler d'état, s'explique par la méfiance que suscite désormais ce groupe dont elles n'entendent pas devenir les fu-



J2M a fait son retour sur le devant de la seule scène qui lui reste : la scène médiatique.

turs pigeons d'une liste déjà longue. Si les conditions de crédit sont revues à la hausse, Fourtou sait qu'il devra annoncer de nouvelles cessions, seule la décision que veulent entendre la Bourse et la haute finance. Or, il a besoin d'oxygène sonnante et trébuchante pour éviter de brader les bijoux de la couronne.

De ce côté-là, pas de nouveauté depuis la semaine dernière. Nul ne sait si le plan, dévoilé par le *Wall Street Journal*, qui consiste en une séparation des actifs purement Universal (musique, cinéma, télé aux Etats Unis) du reste verra le jour. Dans cette configuration, les actionnaires américains prendraient le contrôle opérationnel de la partie « entertainment » qui serait filialisée. Pris entre deux feux (Les Bronfmann, Diller et autres John Malone d'un côté et les banques de l'autre), Fourtou

sait que sa marge de manœuvre est étroite et que le 25 septembre, lorsqu'il dévoilera son plan stratégique pour VU, il n'aura pas droit à une session de rattrapage. Il devrait annoncer les axes futurs du groupe et le sort de la branche édition reste en suspens. Prise entre deux feux, les services (environnement, téléphone) et l'entertainment, Vivendi Universal Publishing (VUP) n'est au cœur d'aucune des deux hypothèses stratégiques. Or l'empire Havas ne suscite guère de vocations. Les repreneurs ne se bousculent pas au portillon, malgré le fait qu'ils seraient dans une position de force face à un vendeur pressé et étranglé.

« Thérapie ». En attendant, J2M a fait son retour sur le devant de la seule scène qui lui reste : la scène médiatique. La couverture du dernier *Paris Match*, qui lui était consacrée, n'est pas passée inaperçue dans le landerneau. Un reportage façon paparazzi le met en scène dans sa propriété de Rambouillet et l'annonce tourné vers l'avenir, partant pour les Etats Unis où les menaces judiciaires ne semblent pas l'inquiéter. Quant au livre qu'il écrirait, on apprend que c'est sa « thérapie ». Mais ira-t-il au bout de sa cure ? Balancera-t-il ceux qui l'ont trahi, une liste qui ne s'arrête pas aux Bronfmann ? Ce qui est sûr, c'est qu'au cinéma la lumière n'est jamais faite par les acteurs et que, dans cette affaire somme toute explosive, c'est en discutant avec les journalistes plutôt qu'en les lisant qu'on en apprend les détails les plus croustillants qui sont souvent les plus instructifs.

PIERRE LOUIS ROZYNES

(1) Société générale, BNP-Paribas, Citybank, Crédit agricole Indosuez, Crédit lyonnais, Crédit suisse first Boston et Deutsche Bank.

Mouvements chez Stock et Calmann

Nina Salter quitte Calmann, François Azouvi rejoint Stock.

L E S G E N S
C'est officiel. Après Marc Grinsztajn, Nina Salter s'apprête à quitter Calmann-Lévy après sept années de bons et loyaux services. Plus particulièrement responsable de la littérature étrangère, éditrice de Patricia Cornwell, elle a souhaité reprendre sa liberté. La date de son départ n'est pas encore fixée et elle assure qu'elle n'a pas encore pris de décision pour la suite de sa carrière. Auparavant, Nina Salter avait passé sept ans chez Albin Michel. Question : qui publiera les prochains Cornwell ?



François Azouvi.

Ancien de Calmann-Lévy où il a travaillé dix ans de 1991 à 2000, François Azouvi quitte Bayard éditions où il était directeur littéraire en charge des sciences humaines depuis deux ans. Le 1^{er} novembre, il rejoindra Stock pour développer le secteur de la non-fiction, avec à la fois des ouvrages grand public et des essais plus exigeants de sciences humaines. Agé de 56 ans, philosophe, il est par ailleurs chercheur au CNRS et directeur d'études à l'EHESS.

Chez Stock, toujours, Damien Serieyx, directeur commercial (ex-Calmann-Lévy) depuis quatre ans, étend ses responsabilités en devenant secrétaire général de la maison, en remplacement de Philippe Rey, qui a quitté la maison.

C. F.